

Sophie MOREIL

Maître de conférences en droit privé

Courriel : sophie.moreil@univ-littoral.fr



Docteur en droit privé, Université Panthéon-Assas, Paris 2 (**Thèse de doctorat : *Les obligations nées du contrat d'entreprise***, Prix de thèse de l'université de Panthéon-Assas, Paris 2 (2009))

Responsabilités actuelles

- Directrice de la 1^{ère} année de master en Droit européen des affaires
- Co-directrice du Laboratoire de recherche juridique, responsable de l'axe Droit de l'entreprise et de l'économie littorale
- Elue au Conseil de Département, Université du Littoral Côte d'Opale
- Elue au Conseil d'administration, Université du Littoral Côte d'Opale
- Référente suppléante du Laboratoire de recherche juridique au GIS Campus international de la Mer et de l'environnement littoral

Enseignements

- Droit des contrats spéciaux, 3^e année de licence en droit
- Droit bancaire et des instruments de paiement et de crédit, 1^{ère} année de master
- Droit des entreprises en difficulté, 1^{ère} année de master,
- Droit européen et comparé des contrats, 2^e année de master
- Droit des contrats d'affaires, 1^{ère} année de master

Thèmes de recherche

- Droit des contrats spéciaux
- Droit des obligations
- Droit bancaire

Activités scientifiques

Droit civil :

- Ouvrages :

1. *Les obligations nées du contrat d'entreprise*, ss. dir. L. Leveneur, 1055 p. (*En cours de publication aux Presses Universitaires d'Aix-Marseille*)

- Etudes :

2. « Antennes-relais : que reste-t-il au juge judiciaire ? » : *D.* 2012. 2978-2985

- Notes sous arrêt :

3. « La 'décontractualisation' de l'obligation d'information au service de l'indemnisation du risque médical », note ss. Civ. 1^{ère}, 12 juin 2012 : *LPA* n° 167-168 des 21-22 août 2012, p. 8-14
4. « Devoir d'information du médecin, une solution de compromis », *LPA*, n° 138, du 11 juillet 2014, p. 6
5. « La SCI promoteur immobilier, un éphémère non-professionnel », note ss Civ. 3e, 4 févr. 2016, n° 14-29347, *LPA*, n° 133, 5 juill. 2016, p. 17

Contribution à une chronique :

6. « La SNCF responsable de la perte de bagages non enregistrés », obs. ss. Civ. 1^{ère}, 19 juin 2013, *in* « chronique de Droit du tourisme », *LPA* n° 145, 22 juillet 2014
7. « La date de départ, élément nécessairement essentiel du voyage à forfait », obs. ss. Civ. 1^{ère} 20 mars 2014, *in* « chronique de Droit du tourisme », *LPA* n° 160, du 12 août 2015
8. « Une augmentation du prix de plus de 12% peut constituer une augmentation significative du prix du forfait touristique », obs. ss. Civ. 1^{ère}, 10 septembre 2015, *in* « chronique de Droit du tourisme », *LPA*, n° 200, du 6 oct. 2016
9. « Des limites de l'obligation d'information de la compagnie aérienne », obs. ss. Civ. 1^{ère}, 10 septembre 2015, *in* « chronique de Droit du tourisme », *LPA*, n° 201, du 7 oct. 2016
10. « L'application de la responsabilité de plein droit de l'article L. 211-16 du code du tourisme à l'organisateur d'une croisière », obs. ss. Civ. 1^{ère}, 9 décembre 2015, *in* « chronique de Droit du tourisme », *LPA*, n° 201, du 7 oct. 2016

- Interventions à un colloque ayant donné lieu à une publication :

11. « Le traitement des antennes relais par le droit des biens », *in* A. Dumery (ss. dir.), *Les antennes relais*, Actes du colloque organisé le 28 janvier 2011 à la Faculté Libre de Droit Campus Paris, coll. L'Harmattan, Coll. Droit, société et risques, nov. 2013, p. 157 et s.

12. « Une réponse aux dysfonctionnements : la mise en jeu de la responsabilité des magistrats ? », contribution à un colloque intitulé « De la liberté à la prison », organisé les 9 et 10 octobre 2014 à Boulogne-sur-Mer par l'Université du Littoral Côte d'Opale, Editions l'Harmattan, 2016

Interventions orales n'ayant pas donné lieu à publication :

13. « Les manquements à la déontologie dans les professions juridiques et judiciaires – Point de vue du civiliste », communication à un colloque consacré aux manquements à la déontologie des professions juridiques et judiciaires, Faculté libre de Droit de Lille, 12 octobre 2012.
14. « Les origines de la réforme », Conférence donnée dans le cadre d'un cycle de conférences sur la réforme du droit des contrats, Université du Littoral Côte d'Opale, 4 décembre 2015
15. « La validité de l'engagement », Conférence donnée dans le cadre d'un cycle de conférences sur la réforme du droit des contrats, Université du Littoral Côte d'Opale, 4 mars 2016

Organisation de colloques et cycles de conférences

- Co-organisation, Cycle de conférences sur la réforme du droit des contrats, Université du Littoral Côte d'Opale, 4 décembre 2015-22 avril 2016

Droit des affaires :

- Ouvrages :

1. Dekeuwer-Défossez (F.), Moreil (S.), *Droit bancaire*, Dalloz, Coll. Mémento, 10^e éd., 2010
2. Dekeuwer-Défossez (F.), Moreil (S.), *Droit bancaire*, Dalloz, Coll. Mémento, 11^e éd., 2016

- Articles :

3. « Droit bancaire et Droit de la famille », *Mélanges en l'honneur de Françoise Dekeuwer-Défossez*, Editions Lextenso, 2012, p. 517-535
4. « La directive DME 2 enfin transposée », *Recueil Dalloz*. 2013. p. 1150-1157

- Notes d'arrêt :

5. « La convention européenne des droits de l'homme au secours des créanciers étrangers », note ss. Com. 30 juin 2009 : *Recueil Dalloz*. 2009. 2591-2595
6. « Le droit des procédures collectives prévaut sur les impératifs de protection des ressources halieutiques », note ss. Com. 19 mai 2015 : *JCP E* 2015. 1504

- Contribution à une chronique :

7. « Le maintien de la réciprocité des créances après la cession de l'une d'elles par bordereau Dailly », note ss. Com. 5 novembre 2013, *in* Droit bancaire -

Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 75 à 77, des 16-18 mars 2014, p. 16-17

8. « Nouvelle application du principe « qui paie mal paie deux fois » en matière de cession de créances professionnelles », note ss. Com. 17 décembre 2013, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 75 à 77, des 16-18 mars 2014, p. 17-18
9. « Un pas de plus vers l'autonomie de l'aval », note ss. Civ. 1^{ère}, 19 décembre 2013, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 75 à 77, des 16-18 mars 2014, p. 18-19
10. « Le porte-fort d'exécution au secours du porteur d'un effet de commerce irrégulier », note ss. CA Paris, P5, ch. 6, 9 janvier 2014, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 75 à 77, des 16-18 mars 2014, p. 19-20
11. « La présomption de provision de l'article L. 511-7, alinéa 4 du Code de commerce est applicable au donneur d'aval », note ss. Com., 1er avril 2014 *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 203, du 22 juillet 2014, p. 21
12. « Le maintien des clauses du contrat de crédit-bail malgré l'ouverture d'une liquidation judiciaire contre le crédit-preneur », note ss. Com., 18 mars 2014, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 203, du 22 juillet 2014, p. 23
13. « Les conséquences d'un défaut de publicité d'un contrat de crédit-bail », note ss. Com., 29 avril 2014, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 203, du 22 juillet 2014, p. 24
14. « Rupture des concours bancaires, où la dispense de préavis ne dispense pas de la notification », note ss. Com., 18 mars 2014, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 203, du 22 juillet 2014, p. 25
15. « Gage sur stock : la résistance de la cour d'appel de Paris », note ss. CA Paris, P. 5, ch. 9, 27 févr. 2014, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 203, du 22 juillet 2014, p. 26
16. « Le refus de renouveler un billet à ordre peut constituer une rupture abusive de crédit », note ss. CA Reims, ch. civ., sect. 1, 16 sept. 2014, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 301, du 28 octobre 2014, p. 21
17. « L'efficacité de la publicité, même erronée, du crédit-bail », note ss. Com., 8 juill. 2014, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 301, du 28 octobre 2014, p. 23
18. « Le rappel du caractère discrétionnaire de la rupture d'un crédit ou d'une convention de compte courant », note ss. Com., 23 sept. 2014, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 301, du 28 octobre 2014, p. 24
19. « Des précisions en matière de location financière », note ss. Com., 4 nov. 2014, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 76, du 17 mars 2015, p. 22
20. « Cession de créances professionnelles : le cédant privé du droit d'agir en recouvrement de la créance cédée » note ss. Com., 18 nov. 2014, *in* Droit

bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 76, du 17 mars 2015, p. 23

21. « L'absence d'obligation de conseil de l'établissement de crédit confirmée », note ss. com., 13 janv. 2015, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 76, du 17 mars 2015, p. 24
22. « La lettre de change relevé magnétique n'est pas une lettre de change », note ss. Com., 2 juin 2015, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 216, du 4 août 2015, p. 17
23. « Des conséquences du caractère accessoire de l'aval sur les recours du porteur impayé », note ss. Com., 19 mai 2015, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 216, du 4 août 2015, p. 18
24. « Des rappels sur la rupture des concours consentis à durée déterminée », note ss. Com., 24 mars 2015, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* n° 216, du 4 août 2015, p. 19
25. « L'aval d'un effet de commerce irrégulier ne vaut pas promesse de portefort », note ss Com., 8 sept. 2015, n° 14-14208, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* 10 nov. 2015 n° 314, p. 23
26. « Des précisions quant au régime de la cession de créances professionnelles à titre de garantie », note ss. Com., 30 juin 2015, n° 14-13784, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* 10 nov. 2015 n° 314, p. 27
27. « Cession Dailly : pas d'acceptation avant la réalisation de la cession », note ss Com., 3 nov. 2015, n° 14-14373, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* 8 mars 2016, n° 10, p. 68
28. « L'affirmation de la possibilité de constituer un warrant agricole sur une récolte future », note ss Civ. 1^{ère}, 12 nov. 2015, n° 14-23106, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* 8 mars 2016, n° 10, p. 69
29. « L'élargissement du domaine de l'article L.650-1 du Code de commerce aux concours consentis pour la création ou l'acquisition d'une entreprise », note ss Com., 3 nov. 2015, n° 14-10274, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* 8 mars 2016, n° 10, p. 70
30. « L'application automatique du taux d'intérêt conventionnel en cas d'erreur de calcul du TEG n'est pas contraire à la CESDH », note ss Com., 12 janv. 2016, n° 14-15203, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* 8 mars 2016, n° 10, p. 71
31. « Le banquier du tireur n'est pas nécessairement un porteur de mauvaise foi », note ss Com., 1^{er} mars 2016, n° 14-25025, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* 7 juill. 2016, n° 21, p. 65
32. « Cession Dailly : le cessionnaire dispensé d'avoir à solliciter vainement le cédé avant d'agir en garantie contre la caution du cédant », note ss Com., 22 mars 2016, n° 14-24755, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* 7 juill. 2016, n° 21, p. 67
33. « La soumission à l'ancien article L. 313-2 du Code de la consommation des avances consenties dans le cadre d'un contrat d'affacturage », note ss Civ. 1^{ère}, 17 févr. 2016, n° 15-12782, *in* Droit bancaire - Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* 27 sept. 2016, n° 33, p. 62

34. « Responsabilité du banquier dispensateur de crédit : pas d'obligation quant à l'appréciation de la rentabilité de l'opération financée », note ss Com., 3 mai 2016, n° 14-11358, *in* Droit bancaire – Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* 27 sept. 2016, n° 33, p. 66
35. « Location financière : à propos de l'indemnité de jouissance due par le locataire qui *conserve* le bien après la résiliation du contrat », note ss Com., 14 juin 2016, n° 15-12734, *in* Droit bancaire – Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* 27 sept. 2016, n° 33, p. 65
36. « Point de départ du délai de prescription de l'action en nullité du contrat de crédit-bail fondée sur l'article L. 313-9 du Code monétaire et financier », note ss Civ. 3^e, 13 juill. 2016, n° 15-18924, *in* Droit bancaire – Chronique de jurisprudence : *Gaz. Pal.* 27 sept. 2016, n° 33, p. 66
37. « L'aval donné sur une lettre de change annulée pour vice de forme », note ss com. 27 sept. 2016, n° 14-22013 *in* Droit bancaire – Chronique de jurisprudence, à paraître, *Gaz. Pal.* févr. 2017
38. « De l'efficacité de la clause de retour sans frais », note ss. Com. 2 nov. 2016, n° 15-12399 *in* Droit bancaire – Chronique de jurisprudence : à paraître, *Gaz. Pal.* févr. 2017
39. « Un rappel sur la mauvaise foi du porteur », note ss. Com. 2 nov. 2016, n° 15-12399 *in* Droit bancaire – Chronique de jurisprudence : à paraître, *Gaz. Pal.* févr. 2017
40. « Le refus du bénéfice de subrogation en cas d'absence de notification d'une cession Dailly », note ss com., 2 nov. 2016, n° 15-12491, *in* Droit bancaire – Chronique de jurisprudence : à paraître, *Gaz. Pal.* févr. 2017

- Interventions à un colloque ayant donné lieu à une publication :

41. « L'ouverture du compte en banque en ligne », *in* « Quel droit pour la banque en ligne ? », Faculté de Droit de Strasbourg, 7-8 décembre 2012, *Banque et Droit*, Hors-Série juin 2013, p. 21-26
42. « Rapport de synthèse », *in* « Le Droit des affaires à l'épreuve des difficultés économiques. L'exemple de SeaFrance », Université du littoral Côte d'Opale – Skema Business School, 21 janvier 2014, *RLDA* n° 92, avril 2014, p. 99-101
43. « Le financement participatif », *in* « L'entreprise de l'économie sociale et solidaire », 13 février 2015, Université du Littoral Côte d'Opale, *Jurisassociations*, juillet 2015
44. « Le point de vue du droit commun : le contrat de travail, un contrat spécial ? », *in* « Le contrat de travail à durée déterminée, un contrat spécial », 6 novembre 2015, Université du Littoral Côte d'Opale, L'Harmattan, 2016
45. « Les médiations maison. L'exemple de la médiation bancaire », *in* « La médiation au service de l'entreprise », 12 févr. 2016, Université du Littoral Côte d'Opale, *in Cahiers droit de l'entreprise*, n° 3, mai 2016, p. 45

- Organisation de colloques :

- « La rémunération des dirigeants », Faculté libre de droit de Lille, 25 février 2009 : co-organisation et coordination de la publication des actes.

Actes publiés in, F. LUDWICZAK, S. MOREIL (ss. dir.), *La rémunération des dirigeants*, L'Harmattan, coll. Droit, société et risques, sept. 2013, 108 pages

- « Le Droit des affaires à l'épreuve des difficultés économiques. L'exemple de SeaFrance », Université du littoral Côte d'Opale – Skema Business School, 21 janvier 2014 : Co-organisation et coordination de la publication des actes.
Actes publiés, in *RLDA* n° 92, avril 2014, p. 99-101
- « L'entreprise de l'économie sociale et solidaire », 13 février 2015, Université du Littoral Côte d'Opale, Co-organisation et coordination de la publication des actes.
Actes publiés in *Jurisassociations*, juillet 2015
- « La médiation en droit des affaires », 12 février 2016, Université du Littoral Côte d'Opale, Co-organisation et coordination de la publication des actes.
Actes publiés aux *Cahiers Droit de l'entreprise*, mai-juin 2016
- Co-organisation, « L'économie collaborative : alternative au capitalisme ou ubérisation de l'économie ? », 30 janvier 2017, Université du Littoral Côte d'Opale,
Actes en cours de publication aux *Cahiers Droit de l'entreprise*, mai-juin 2017